



Conseil économique
et social

Distr.
GÉNÉRALE

E/1996/49
24 avril 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

Session de fond de 1996
24 juin-26 juillet 1996
Point 7 de l'ordre du jour provisoire*

COOPÉRATION RÉGIONALE DANS LES DOMAINES ÉCONOMIQUE ET SOCIAL ET
DANS LES DOMAINES CONNEXES

Résumé de l'étude sur la situation économique dans la région
de l'Amérique latine et des Caraïbes, 1995

Résumé

Trois éléments ont marqué le panorama économique de l'Amérique latine et des Caraïbes en 1995. Le premier et le plus notoire a été la crise financière qui a frappé le Mexique à la fin de l'année 1994 et provoqué de graves contre-coups en Argentine. Le deuxième a été la consolidation du programme de stabilisation au Brésil. Ces deux éléments ont marqué une tournant dans l'évolution des trois principales économies de la région. Par contre, et c'est le troisième élément intéressant, les autres pays de la région ont affiché des performances économiques similaires à celles de 1994.

Les années précédentes, les résultats économiques de la plupart des pays de la région avaient été influencés par les arrivées de capitaux étrangers, et la situation est restée la même en 1995. Nonobstant le retrait initial de ces capitaux du Mexique et d'Argentine, les entrées de capitaux se sont poursuivies au même rythme que l'année précédente, dans la plupart des autres pays, et ont même enregistré une augmentation considérable au Brésil.

En matière de politique économique, les pays de la région ont adopté des approches diverses en fonction des effets de la crise financière mexicaine sur leur économie. Notamment, les entrées nettes de capitaux étrangers et l'incertitude plus ou moins grande qui régnait sur les marchés nationaux ont conditionné les mesures politiques mises en oeuvre en réponse à la crise.

* E/1996/100.

Dans l'ensemble, on dénote deux types d'approche. D'une part, l'Argentine, le Mexique et, en partie, l'Uruguay, se sont vus contraints de gérer leur politique économique dans un climat de forte contraction des financements extérieurs. D'autre part, dès le premier impact absorbé, plusieurs pays ont réussi à sortir de ces turbulences financières pour retrouver un rythme de croissance satisfaisant.

Malgré la diversité des situations dans lesquelles ont évolué les économies de la région, la stabilisation des prix intérieurs est restée l'objectif prioritaire, et seul le Mexique a enregistré une forte augmentation de l'inflation. L'équilibre budgétaire est toujours parmi les préoccupations. En 1995, plusieurs pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont réussi à maintenir leur budget dans des limites acceptables. Par contre, dans d'autres, les finances publiques se sont nettement détériorées.

Les politiques monétaires restent conditionnées par l'objectif de la stabilisation et ont oscillé entre prudence et restrictions. Le Mexique a modifié sa politique de taux de change et a laissé flotter le peso à la fin de l'année 1994, après l'avoir maintenu un certain temps à l'intérieur d'une bande de fluctuation; le Brésil et l'Équateur ont adopté le système des bandes de fluctuation des monnaies; et le Honduras a mis en pratique un mécanisme de vente aux enchères de devises avec intervention de la Banque centrale. Les autres pays ont maintenu les systèmes de taux de change en vigueur l'année précédente. En général, la hausse des prix des marchandises sur les marchés internationaux a eu un effet très positif sur les déficits commerciaux.

Les processus de libéralisation des comptes de capital ont donné des résultats divers. Certains pays, où les apports de capitaux étrangers à court terme tendaient à éroder le taux de change réel, ont adopté des mesures fiscales ou de réserves obligatoires afin de réduire l'appréciation de la devise nationale. D'autres ont limité leur recours aux capitaux à court terme pour financer le déficit de leur compte courant.

La solvabilité du système financier s'est trouvée menacée dans plusieurs pays (Argentine, Brésil, Équateur, Mexique, Nicaragua, Paraguay et Venezuela – dans ce dernier cas, en raison de l'effet différé de la crise de l'année d'avant). Dans quelques cas, les causes étaient d'origine interne. Dans d'autres, la suspension brutale des financements privés étrangers suite à la crise mexicaine a entraîné des retraits massifs des dépôts bancaires à court terme, déclenchant une crise aiguë de liquidités.

Le produit intérieur brut (PIB) de l'Amérique latine et des Caraïbes a augmenté de 0,6 % en 1995, marquant une pause dans la reprise économique qui s'était amorcée en 1991, et le PIB par habitant a baissé de 1,1 %, contrastant avec la hausse des quatre années précédentes. En conséquence, le produit régional brut n'a augmenté que de 30 % par rapport à celui de 1980, c'est-à-dire avant le début de la crise de la dette, et le PIB par habitant a perdu 1 % de plus par rapport à celui de 1980. Cette tendance négative est presque entièrement attribuable à la forte contraction du volume d'activités au Mexique et, dans une moindre mesure, en Argentine. À l'exception de ces

deux pays, le produit régional a évolué très différemment : il a augmenté d'un peu plus de 4 %.

Le taux d'inflation régional a été spectaculairement ramené à 25 % en 1995, après avoir atteint 890 % en 1993 et 340 % en 1994. Cette tendance a, en outre, été généralisée, car l'indice des prix à la consommation a baissé ou est resté stable dans 17 des 22 pays observés. La tendance n'a été négative que dans quatre pays, et seul le Mexique a enregistré une forte poussée d'inflation.

Comme l'année précédente, les termes de l'échange se sont améliorés dans la plupart des pays de la région, notamment grâce à l'augmentation des prix des produits de base. En valeur, les importations de marchandises se sont accrues de 23 %, ce qui constitue un autre fait marquant dans la hausse rapide enregistrée au cours de la décennie. Les importations régionales n'ont progressé que de 12 %, moins que l'année précédente, et ont dépassé 220 milliards de dollars, chiffre record. Toutefois, si l'on exclut l'Argentine et le Mexique, où la crise a entraîné une chute substantielle des importations, la hausse est beaucoup plus importante (33 %) – mais il est également vrai que la plus grande partie de cette hausse était concentrée dans un seul pays, le Brésil. Le déficit courant s'est considérablement réduit en 1995, passant de près de 50 milliards de dollars en 1994 à 34,5 milliards de dollars.

Les entrées nettes de capitaux dans la région ont atteint 22,4 milliards de dollars en 1995, moins qu'en 1994 et surtout qu'en 1992-1993, où ils avaient atteint 65 milliards de dollars. Ce chiffre comprend 18 milliards de dollars d'investissements directs, 14 milliards de dollars d'autres capitaux à long terme et 10 milliards de dollars de sorties de capitaux à court terme et d'investissements de portefeuille.

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
INTRODUCTION	1 - 8	5
I. LA POLITIQUE MACRO-ÉCONOMIQUE	9 - 17	6
II. L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE	18 - 27	9
III. INFLATION	28 - 30	11
IV. EMPLOI ET SALAIRES	31 - 34	12
V. SECTEUR EXTÉRIEUR	35 - 58	13
A. Commerce extérieur et termes de l'échange	35 - 52	13
B. Le solde du compte des opérations courantes et le financement extérieur	53 - 56	16
C. La dette extérieure	57 - 58	17

Tableaux

1. Amérique latine et Caraïbes : principaux indicateurs économiques .	18
2. Variations des résultats économiques en Amérique latine et dans les Caraïbes en 1996	19
3. Amérique latine et Caraïbes : évolution du produit intérieur brut total	20
4. Amérique latine et Caraïbes : évolution du produit intérieur brut par habitant	21
5. Amérique latine et Caraïbes : variations de l'indice des prix à la consommation	22
6. Amérique latine et Caraïbes : exportations de marchandises, f.o.b.	23
7. Amérique latine et Caraïbes : importations de marchandises, f.o.b.	24
8. Amérique latine et Caraïbes : termes de l'échange (marchandises), f.o.b./f.o.b.	25
9. Amérique latine et Caraïbes : balance des paiements	26
10. Amérique latine et Caraïbes : encours total de la dette extérieure	29

INTRODUCTION

1. Trois éléments ont marqué le panorama économique de l'Amérique latine et des Caraïbes en 1995. Le premier et le plus notoire a été la crise financière qui a frappé le Mexique à la fin de l'année 1994 et provoqué de graves contre-coups en Argentine. Le deuxième a été la consolidation du programme de stabilisation au Brésil. Ces deux éléments ont marqué un tournant dans l'évolution des trois principales économies de la région. Par contre, et c'est le troisième élément intéressant, les autres pays de la région ont affiché des performances économiques similaires à celles de 1994.
2. La plupart des pays de la région ont donc maintenu et, semble-t-il, affermi un schéma d'activité économique caractérisé par des taux de croissance modérés, accompagnés d'une inflation également modérée et en baisse, des déficits élevés de la balance des comptes courants couverts grâce à des capitaux externes et des taux d'épargne nationale très bas. Malgré sa vulnérabilité et son taux insuffisant de création d'emplois, ce schéma représente un gros progrès par rapport à la stagnation et à l'instabilité qui caractérisaient le panorama régional dans les années 80. Le Brésil, par exemple, qui n'avait pas suivi ce schéma en raison de son taux d'inflation élevé et de la persistance d'un excédent de son compte courant, s'en est considérablement rapproché en 1995.
3. Les années précédentes, les performances économiques de la plupart des pays de la région avaient été favorisées par les entrées de capitaux, et la situation est restée la même en 1995. Bien qu'initialement ces capitaux aient été retirés du Mexique et d'Argentine, le volume de l'année précédente est resté le même dans les autres pays, et a considérablement augmenté au Brésil. En Argentine et surtout au Mexique, les effets des sorties nettes de capitaux privés ont été atténués grâce à un apport important de financement compensatoire du Fonds monétaire international, du Gouvernement des États-Unis et de sources multilatérales officielles. Par ailleurs, on a observé une diminution de la dépendance par rapport aux capitaux externes en raison de l'augmentation de plus de 20 % de la valeur des exportations en 1995, notamment grâce à une évolution favorable des prix pour la deuxième année consécutive.
4. En fait, contrairement à ce que l'on avait craint dans un premier temps, les répercussions de la crise financière mexicaine n'ont pas été aussi importantes ou durables dans le reste de la région. Toutefois, les ajustements que la crise a imposés à certaines économies constituent un avertissement quant aux dangers que représentent un déficit commercial croissant et une trop lourde dépendance par rapport aux capitaux externes à court terme, et ils soulignent la nécessité d'élaborer des politiques économiques plus cohérentes.
5. En raison des performances économiques diverses des pays d'Amérique latine et des Caraïbes en 1995, bien plus hétérogènes qu'au cours des années précédentes, il est difficile de donner une interprétation fondée sur les moyennes générales des indicateurs économiques. L'augmentation du produit intérieur brut (PIB) n'a été que de 0,6 % contre 4,6 % en 1994 (soit une baisse de 1,1 % du PIB par habitant, après une hausse de 2,7 % en 1994), mais ces maigres résultats sont dus en grande partie aux reculs enregistrés au Mexique et en Argentine. Élément plus positif : la baisse de l'inflation observée les années précédentes s'est accentuée; cette chute du taux d'inflation de trois à

deux chiffres (25 %) est essentiellement due au programme de stabilisation mis en place au Brésil, qui a plus que contrebalancé l'incidence de la hausse des prix sur l'économie mexicaine après la dévaluation du peso (voir tableau 1).

6. Si les performances économiques ont été disparates, les raisons sont elles aussi très diverses d'un groupe de pays à l'autre. Dans les cas du Mexique et de l'Argentine, la demande intérieure en termes de consommation et d'investissement a accusé une chute brutale; seule l'évolution dynamique du secteur des échanges de ces deux pays a permis d'éviter une réduction encore plus spectaculaire de leur PIB. Contrairement aux autres pays, le volume des exportations a considérablement progressé (17 % en Argentine et 25 % au Mexique), alors que celui des importations a diminué (17 % et 15 % respectivement). La demande intérieure a fait un bond, dépassant l'augmentation du PIB, et une grande partie de cette demande a dû être satisfaite par des produits importés. Le volume des importations s'est accru de près de 37 % au Brésil et d'une moyenne de 14 % dans les autres pays, alors que celui des exportations a diminué au Brésil et enregistré une croissance modérée (moins de 6 %) dans les autres pays (voir tableau 2).

7. Étant donné les disparités au niveau des performances des différentes économies, notamment les plus importantes, les indicateurs pour l'ensemble de la région perdent de leur signification quant à d'autres aspects. Par exemple, en 1995, la région a enregistré un excédent de sa balance commerciale pour la première fois de la décennie. Il s'agit d'une moyenne globale qui résulte des forts excédents enregistrés en Argentine et au Mexique, auxquels se sont ajoutés ceux du Chili, de l'Équateur et du Venezuela, et qui ensemble sont venus compenser largement les déficits enregistrés dans tous les autres pays. L'évolution de la balance des comptes courants et des mouvements de capitaux accuse des différences similaires.

8. Toutefois, comparer les résultats de l'Argentine et du Mexique à ceux des autres économies ne signifie pas que ces dernières n'aient pas connu des difficultés. Elles ont pour la plupart progressé sur la voie de la stabilité macro-économique et de la croissance, malgré quelques points faibles notables, et dans de nombreux cas la croissance n'a pas suffi à compenser les déficits sociaux accumulés au cours des années précédentes. Les autres sources de préoccupation qui ont marqué l'année 1995 ont été l'augmentation limitée du volume des exportations de certains pays, le fait que les taux d'épargne sont restés manifestement insuffisants, certains revers en termes d'équilibre budgétaire et la fragilité qui vient d'apparaître dans le système bancaire.

I. LA POLITIQUE MACRO-ÉCONOMIQUE

9. Selon la façon dont la crise financière qui s'était déclenchée au Mexique à la fin de 1994 a touché leurs économies, les pays de la région ont réagi de diverses façons. En particulier, le montant net des investissements étrangers et l'incertitude plus ou moins grande qui régnait sur les marchés nationaux du fait d'événements externes ou internes ont été des facteurs déterminants des mesures prises dans ce domaine.

10. Dans l'ensemble, on dénote deux types de réaction. D'un côté, l'Argentine, le Mexique et, dans une certaine mesure, l'Uruguay, ont dû infléchir leur

politique économique pour faire face à la contraction aiguë des investissements étrangers et à une chute sévère de la demande interne, qui a eu des répercussions néfastes sur la production et les recettes. D'autres pays, en revanche, une fois le choc initial absorbé, sont parvenus à sortir de la crise et à continuer à se développer à un rythme satisfaisant, en réussissant plus ou moins bien à contrôler leurs principaux équilibres macro-économiques. À la fin de l'année, l'incertitude s'était partiellement dissipée dans une grande partie de la région. Cela, conjugué à la baisse des taux d'intérêt internationaux, permettait de penser que les agents économiques internes et externes s'orienteraient dans une perspective plus favorable.

11. En dépit de la diversité de leurs conditions de développement, les pays de la région ont continué à assigner un rang élevé de priorité à la stabilité des prix internes, ce qui explique que l'inflation n'a augmenté sensiblement qu'au Mexique. Ils ont aussi continué à se préoccuper de leur équilibre budgétaire. En 1995, un certain nombre de pays d'Amérique latine et des Caraïbes sont parvenus à maintenir leur déficit budgétaire dans des limites acceptables, en faisant en sorte qu'il ne retentisse pas sur le crédit interne. En revanche, dans un autre groupe de pays, les finances publiques se sont manifestement détériorées. En 1994, le phénomène avait déjà été observé au Costa Rica, au Honduras et au Venezuela et, dans une moindre mesure, en Uruguay. Dans certains de ces pays, le déséquilibre budgétaire a été financé pour l'essentiel par l'accroissement de la masse monétaire. En 1995, cette situation s'est maintenue sans grand changement, si ce n'est le déséquilibre marqué des comptes au Brésil, dont le PIB a reculé de 4,5 % alors qu'il avait progressé de 1 % en 1994. Quant à la Colombie, ses finances publiques ont enregistré un déficit de 3 % après avoir été relativement équilibrées, voire excédentaires, au cours des cinq années précédentes.

12. Dans certains pays, l'administration de la politique monétaire s'est donc trouvée facilitée par la bonne gestion des finances publiques, et aussi par l'augmentation de la demande d'argent qui a résulté de la politique anti-inflationniste adoptée. Dans un autre groupe de pays, elle a été rendue plus difficile par la gravité croissante des problèmes budgétaires. De même, dans d'autres pays, les capitaux externes ont continué à affluer en abondance, ce qui fait que les gouvernements ont eu du mal à empêcher que l'accroissement de la masse monétaire n'entrave la croissance et la lutte contre l'inflation. Il y a donc fallu fixer les taux d'intérêt internes en tenant compte de la compétitivité des produits nationaux, des objectifs monétaires et du déficit des comptes courants extérieurs.

13. Le souci de stabilisation a continué à inspirer les politiques monétaires, qui ont oscillé entre prudence et restriction. Les taux d'intérêt réels ont été généralement positifs; dans les cas où leur rendement réel a sensiblement augmenté, les autorités monétaires ont été à nouveau confrontées à un choix difficile, à savoir accepter que l'afflux de capitaux étrangers fasse baisser le taux de change réel de la monnaie ou s'efforcer d'en neutraliser l'impact au risque de favoriser un nouvel afflux de capitaux et de déclencher ainsi un cercle vicieux.

14. Il y a eu modification de la politique des taux de change au Mexique, qui a décidé, à la fin de 1994, de laisser flotter le peso après l'avoir maintenu

pendant un certain temps à l'intérieur d'une bande de fluctuation; au Brésil et en Équateur, qui ont adopté le système des bandes de fluctuation; et au Honduras, qui a mis en place un mécanisme de vente aux enchères avec intervention de la Banque centrale. Les autres pays ont continué à appliquer le système de change en vigueur l'année précédente. Les taux de change réels ont été sujets à variation. Dans certains cas, les monnaies nationales ont continué à s'apprécier, ce qui a favorisé la lutte contre l'inflation mais a rendu les produits nationaux moins compétitifs par rapport aux produits importés. En revanche, les trois pays dont le financement externe a chuté ont vu leur monnaie se déprécier par rapport à celle de leurs principaux partenaires commerciaux – fortement au Mexique et légèrement dans les autres pays –; la Bolivie, le Paraguay et le Pérou ont connu le même problème. À la mi-décembre, le Venezuela a fortement dévalué sa monnaie, qui s'était appréciée au cours de l'année; les effets de cette dévaluation sur ses principales variables économiques et financières se sont surtout fait sentir en 1996.

15. D'une manière générale, l'augmentation des prix mondiaux des produits de base, tant primaires que manufacturés, a eu un effet très positif sur les déficits commerciaux. Dans les pays les plus touchés par la crise financière, la chute de la demande interne et la plus grande compétitivité des produits nationaux ont contribué à faire augmenter le volume des exportations ainsi qu'à ralentir, voire faire chuter, les achats de produits étrangers. En revanche, le déficit des comptes courants s'est creusé au Brésil, en Colombie et au Pérou, où la demande interne avait augmenté.

16. Les processus de libéralisation des comptes de capital ont fait naître des tendances diverses. Certains pays, où l'afflux de capitaux étrangers de placement à court terme tendait à éroder le taux de change réel, se sont efforcés de limiter l'appréciation de la monnaie nationale en prenant des mesures fiscales ou en réglementant les réserves bancaires. D'autres pays ont réduit la part primordiale qu'avaient les capitaux de placement à court terme dans le financement du déficit des opérations courantes. En particulier, les pays où les flux de financement externe privé se sont inversés ont recouru à l'endettement public à moyen et à long terme. En ce sens, l'appui financier accordé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et les organismes multilatéraux a joué un rôle très important.

17. La solvabilité du système financier s'est trouvée menacée en Argentine, au Brésil, en Équateur, au Mexique, au Nicaragua et au Paraguay ainsi qu'au Venezuela, qui a ressenti l'effet différé de la crise de l'année précédente. Dans certains cas, le problème avait des origines internes, telles que le manque de liquidités des grandes institutions financières – ce à quoi les autorités monétaires ont remédié en mettant en place des réseaux de sécurité et en appuyant financièrement la restructuration du système. Dans d'autres cas, le brusque recul du financement externe engendré par la crise mexicaine a été à l'origine de retraits massifs de dépôts bancaires à court terme qui ont entraîné une crise aiguë de liquidités et une forte augmentation des taux d'intérêt réels, ainsi qu'une tendance croissante à laisser les emprunts bancaires impayés. Cette situation a généralement abouti à une refonte du système financier au moyen de fusions, d'acquisitions intrabancaires, de fermeture d'agences bancaires et de mesures visant à faire face à l'augmentation des arriérés. Une troisième catégorie de problèmes bancaires a été due au fait

que les banques centrales ont restreint le crédit qu'elles accordaient aux banques régionales. Celles-ci, qui finançaient des déficits budgétaires locaux, n'ont plus été en mesure de réescompter les crédits qu'elles avaient octroyés à des entités publiques et privées, ce qui a causé des problèmes bancaires à l'échelon régional. Enfin, dans certains pays, quelques banques ont dû fermer leurs portes pour cause de mauvaise gestion.

II. L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

18. Le produit intérieur brut (PIB) des pays d'Amérique latine et des Caraïbes n'a progressé que de 0,6 % en 1995, infléchissant ainsi la courbe ascendante qu'il avait amorcée en 1991. Ce ralentissement a fait chuter de 1,1 % le PIB par habitant, qui avait augmenté les quatre années précédentes, et explique, d'une part, que le PIB régional de 1995 n'a été supérieur que de 30 % à celui de 1980 – année qui a précédé la crise de l'endettement – et, d'autre part, que le PIB par habitant a été inférieur de 1 % de celui de cette même année. Cette évolution défavorable tient presque exclusivement au net ralentissement de l'économie au Mexique et, dans une moindre mesure, en Argentine (voir tableau 3). À l'exception de ces deux pays, on constate que le PIB régional a évolué très différemment : il a augmenté d'un peu plus de 4 %, atteignant presque celui de 1994, le plus élevé de ces 15 dernières années.

19. Cette évolution défavorable est due à la crise financière survenue au Mexique en décembre 1994, d'une part, provoquant une forte dévaluation de la monnaie et une inversion des flux de capitaux extérieurs qui s'est rapidement étendue à l'Argentine, et de l'autre, modifiant la demande globale dans les deux pays dans les mêmes termes, à savoir une chute brutale de la consommation et des investissements, partiellement compensée par l'augmentation des exportations.

20. Contrairement à l'Argentine et au Mexique, presque tous les autres pays de la région ont connu une évolution favorable et des taux de croissance plus réguliers que les années précédentes. Leur progression en 1995 est due pour l'essentiel à l'augmentation de la demande, tant interne qu'externe, ainsi qu'au maintien d'un influx substantiel d'investissements étrangers.

21. Quatre pays (Chili, Colombie, El Salvador et Pérou) ont enregistré des taux de croissance supérieurs à 5 %, confirmant ainsi les bons résultats qu'ils avaient obtenus les années précédentes. Le Chili a connu sa douzième année de croissance ininterrompue avec une croissance de 8 %, nettement supérieure à celle enregistrée en 1994. Le Pérou a enregistré une croissance élevée (environ 7,5 %) mais inférieure à celle de 1994, qui avait été de près de 13 %. El Salvador a fait à nouveau preuve d'un grand dynamisme (6,5 % de croissance) grâce au redressement de son agriculture et à la forte expansion de son industrie manufacturière et de son industrie du bâtiment. Enfin, la Colombie, dont le PIB progresse depuis de nombreuses années, a enregistré une croissance légèrement supérieure à 5 % en 1995.

22. Par ailleurs, dans 10 pays – Barbade, Bolivie, Brésil, Costa Rica, Équateur, Guatemala, Panama, Paraguay, République dominicaine et Trinité-et-Tobago – le PIB a modérément progressé. Au Brésil, il a augmenté de 4 % – taux inférieur à celui de l'année précédente –, mais sa croissance a été très inégale au cours de l'année du fait d'importantes variations de la

conjoncture économique : au cours du premier trimestre, le grand dynamisme des derniers mois de 1994 s'est maintenu, avec une progression notable (10 %) par rapport à la même période de l'année précédente, mais on a pu observer une nette décélération à partir du deuxième semestre. En Bolivie, la croissance n'a été que de 3,5 % en raison de mauvaises récoltes dues à des problèmes climatiques. En Équateur, elle s'est également ralentie en raison de la contraction des dépenses d'investissement et de la consommation qui s'est produite après le conflit armé, mais les exportations ont été dynamiques. Au Paraguay, le PIB a augmenté de 4 % grâce au redressement de l'agriculture et, en particulier, à de meilleures récoltes de ses deux principaux produits (soja et coton). Au Costa Rica, la diminution des ressources externes au cours des premiers mois de 1995, la flambée des taux d'intérêt et le programme d'ajustement ont ralenti l'activité économique, d'où la faible progression (2,5 %) du PIB. Au Guatemala, la croissance économique a été de 4,5 %, taux supérieur pour la neuvième année consécutive à celui de l'accroissement de la population, et les exportations ont stimulé la demande globale. Au Panama, la croissance (3 %) a été légèrement plus élevée qu'en 1994, où elle s'était ressentie de trois années de recul économique. En République dominicaine, le PIB a progressé d'environ 5 % grâce, essentiellement, au tourisme, aux transferts de fonds de travailleurs établis à l'étranger et aux zones franches. À la Barbade et à la Trinité-et-Tobago, les taux de croissance respectifs (2 % et 3 %) ont été inférieurs à ceux enregistrés en 1994 et, en Jamaïque, la croissance a été minime.

23. Quatre autres pays (Haïti, Honduras, Nicaragua et Venezuela) ont fait mieux que les années précédentes, où ils avaient obtenu de maigres résultats. Au Venezuela, la production a augmenté en dépit de la relative stagnation du secteur non pétrolier, compensée par le dynamisme du secteur pétrolier. Au Honduras, les principales difficultés économiques de l'année précédente ont été aplanies, ce qui a permis à l'économie de progresser de 3,5 %. Le Nicaragua a enregistré une croissance satisfaisante pour la deuxième année consécutive. Enfin, Haïti s'est quelque peu remis des pertes considérables qu'il avait subies en 1994, grâce à la levée du blocus international.

24. En 1995, seuls trois pays ont enregistré un recul de leur niveau d'activité : l'Argentine et le Mexique, comme mentionné plus haut, mais aussi l'Uruguay, quoique dans des proportions légèrement moindres. En Argentine, l'économie s'est ralentie en 1995 pour la première fois depuis le début des années 90, et l'expansion particulièrement forte que le pays avait connue pendant plusieurs années a marqué le pas. Le net recul de la demande interne et du PIB en 1995 s'y est accompagné d'une diminution des investissements étrangers. Au Mexique, le programme économique d'urgence mis en oeuvre pour juguler la crise financière a entraîné une forte réduction de la demande interne, mais le dynamisme des exportations a permis d'enrayer la baisse du PIB, qui n'est pas tombé en deçà de 7 %. En Uruguay, la brusque décélération de la demande interne, imputable aux ajustements budgétaires et au net recul de la demande de l'Argentine, a fait chuter le PIB d'environ 1,5 %.

25. À Cuba, l'activité économique a progressé, mais pas assez pour mettre un terme à la crise profonde qui frappe le pays depuis plusieurs années. La croissance du PIB en 1995 s'explique par celle des produits manufacturés, du tourisme et de la production d'électricité, des industries extractives, de l'industrie agro-alimentaire non sucrière et du bâtiment.

26. Dans de nombreux pays de la région, le PIB par habitant a généralement progressé en dépit d'une croissance démographique qui reste relativement élevée. Dans quatre de ces pays – Chili, Colombie, El Salvador et Pérou –, cet indicateur de bien-être a augmenté de 3 %, voire davantage, et dans neuf autres – Barbade, Bolivie, Brésil, Guatemala, Haïti, Panama, Paraguay, République dominicaine et Trinité-et-Tobago –, il est passé de 1 % à un peu moins de 3 %. Dans quatre autres pays – Costa Rica, Équateur, Honduras et Nicaragua –, il a progressé légèrement, et au Venezuela, il n'a pratiquement pas changé. Dans les quatre autres pays (Argentine, Jamaïque, Mexique et Uruguay), il a diminué.

27. Étant donné les faibles performances économiques des pays de la région au cours des 10 dernières années, seuls huit d'entre eux ont enregistré en 1995 un PIB par habitant supérieur à celui de 1980 : le Chili (45 %), la Colombie (34 %), la Jamaïque (24 %), l'Uruguay (13 %), le Panama (12 %), la République dominicaine (11 %), le Costa Rica (4 %) et la Barbade (1 %). En revanche, le PIB par habitant du Brésil, de l'Équateur et du Paraguay était identique à celui de 1980 et celui de l'Argentine avait légèrement fléchi (2,5 %). Les plus grands reculs du PIB par habitant ont été observés en Haïti (-47 %), au Nicaragua (-41 %), au Pérou (-15 %), au Guatemala (-13 %), en Bolivie (-12 %), au Mexique (-10 %), au Honduras (-7 %) et au Salvador (-6 %) (voir tableau 4).

III. INFLATION

28. Le taux d'inflation régional, qui atteignait 890 % en 1993 et 340 % en 1994, a poursuivi sa forte décélération, s'inscrivant à 25 % en 1995. Il s'agit de surcroît d'un recul généralisé, puisque dans 17 des 22 pays à l'examen, l'indice des prix à la consommation a baissé ou est resté stable. Seuls quatre pays ont connu une évolution défavorable des prix, et seul le Mexique a enregistré une nette reprise de l'inflation, sans toutefois reproduire les flambées inflationnistes des années 80 et du début des années 90 (voir le tableau 5). Par ailleurs, l'inflation a été pratiquement nulle (de moins de 2 % par an) dans trois pays (Argentine, Barbade et Panama) et dans trois autres, la hausse des prix s'est maintenue en dessous de 10 % (Chili, Guatemala et Trinité-et-Tobago). En revanche, de nombreux pays (Bolivie, El Salvador, Jamaïque, Nicaragua, Paraguay, Pérou et République dominicaine) ont enregistré des hausses allant de 11 à 16 %. Six autres pays (Brésil, Colombie, Costa Rica, Équateur, Haïti et Honduras) ont connu des hausses de prix de 20 à 30 %. Enfin, trois pays seulement (Mexique, Uruguay et Venezuela) ont dû faire face à des taux d'inflation annuels de l'ordre de 40 à 50 %.

29. Avec le net recul de l'inflation brésilienne a pris fin le dernier scénario quasi hyperinflationniste qu'a connu la région ces 15 dernières années. La Bolivie enregistre des hausses des prix modérées depuis 1986, tandis que l'Argentine a fait de gros progrès dans la maîtrise de l'inflation depuis 1992, puisqu'en novembre 1995, le taux d'inflation calculé sur 12 mois s'établissait en dessous de 2 %, réussite sans précédent dans l'histoire de ce pays. Au Pérou, l'inflation a continué à diminuer, passant de 15 % en 1994 à 10 % en 1995, le pays étant parvenu à maintenir la hausse des prix dans des limites raisonnables après avoir connu des taux d'inflation très élevés de 1988 à 1990. Au Nicaragua, la hausse annuelle des prix a sensiblement ralenti depuis 1992, atteignant 11 % en 1995. Ce taux est sans comparaison avec les taux enregistrés jusqu'en 1991, qui ont culminé en 1988 en s'inscrivant à près de 34 000 %.

30. Certains autres pays qui avaient enregistré des taux d'inflation élevés – quoique très inférieurs à ceux des pays cités – ont connu le même ralentissement des prix en 1995. Il s'agit notamment de l'Équateur et de l'Uruguay. En Équateur, l'inflation a poursuivi sa lente décélération, passant de 25 % en 1994 à 22 % en 1995. Pour ce qui est de l'Uruguay, l'inflation est tombée en dessous de 40 % pour la première fois depuis 1983.

IV. EMPLOI ET SALAIRES

31. À l'échelle régionale, le ralentissement de la croissance économique a beaucoup influé sur les marchés du travail, aggravant ainsi le problème de l'emploi. Étant donné la forte hausse du chômage dans certains pays, le taux de chômage déclaré régional, pondéré en fonction de la population des pays, est passé de 6,4 à 7,4 % : il faut remonter au début des années 80 pour constater une telle détérioration. La tendance à la hausse des salaires liée à la nette augmentation des gains de productivité, phénomène observable dans toute la région au début des années 90, s'est également interrompue.

32. Plus précisément, dans certains des plus grands pays de la région, la faiblesse de l'activité économique a provoqué une forte aggravation du chômage déclaré (Argentine, Mexique, Venezuela). Dans d'autres pays, comme l'Équateur, le Panama et l'Uruguay, une croissance modeste ou négative a nui au volume de l'emploi, bien qu'en général les conséquences aient été moins graves que pour le premier groupe de pays. Dans certains cas, en 1995, les effets de la crise se sont fait sentir sur les marchés du travail qui pâtissaient déjà des processus de restructuration de la production et du secteur public. En revanche, dans les pays à taux de croissance élevé, comme le Brésil, le Chili, la Colombie, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua et le Pérou, le taux de chômage a diminué. Cette baisse a été généralement assez faible car soit la croissance est restée modérée, soit elle s'est nourrie des gains de productivité sans créer de nouveaux emplois.

33. Les fluctuations du taux de chômage ont aussi influé sur les salaires. Si, en 1994, on a enregistré une hausse des salaires moyens réels dans le secteur structuré, en 1995, les salaires n'ont été sensiblement relevés que dans un petit nombre de pays.

34. Ainsi, au Mexique, jusqu'au mois de juillet, les salaires réels ont diminué de 13 %. En Argentine, où le faible taux d'inflation ne permet guère d'ajuster les salaires à la baisse par le biais de relèvements nominaux inférieurs à la hausse de l'indice des prix à la consommation, les principales mesures prises pour réduire les coûts de main-d'oeuvre ont consisté, outre les licenciements, à supprimer les heures supplémentaires et à réduire le temps de travail. Le niveau des salaires réels dans l'industrie n'a baissé que de 1 %. Les salaires réels ont également diminué au Costa Rica et en Uruguay. En revanche, au Chili, le salaire moyen et le salaire minimum ont augmenté de 4 % environ en termes réels, du fait des gains de productivité de la main-d'oeuvre. Au Brésil, au cours de l'année, le montant réel des salaires s'est progressivement relevé après la chute enregistrée lors du second semestre de 1994. Ainsi, la moyenne cumulée des salaires atteignait la moyenne annuelle de 1994 dès le mois de juillet, et a toutes les chances de la dépasser d'ici la fin de l'année. En Colombie, les salaires de l'industrie ont maintenu leur niveau en termes réels.

V. SECTEUR EXTÉRIEUR

A. Commerce extérieur et termes de l'échange

35. Étant donné le poids déterminant des principaux pays dans l'agrégat régional, les résultats globaux du secteur extérieur sont surtout fonction des performances atypiques du Mexique et de l'Argentine, d'une part, et du Brésil, d'autre part. L'économie de ces pays a eu des effets contradictoires sur le secteur à l'étude.

36. En premier lieu, la crise mexicaine a eu une influence décisive sur le comportement du secteur extérieur dans l'ensemble de la région, même si les pays les plus directement touchés sont l'Argentine et le Mexique, dont les comptes extérieurs, comme ceux de l'Uruguay, reflètent les ajustements qu'ils ont dû opérer dans leur économie. Face à une chute brutale des entrées de capitaux, ces pays ont dû procéder à une réduction draconienne de leur déficit extérieur courant, qui s'était creusé spectaculairement au début de la décennie en cours, en contractant les dépenses et en promouvant les ventes à l'étranger. Les autres pays ont mieux su s'adapter à cette baisse des entrées de capitaux grâce à une conjoncture économique internationale favorable caractérisée par une amélioration des termes de l'échange qui a contribué pour beaucoup à la croissance généralisée des recettes d'exportation et au maintien de la tendance à la hausse des importations.

37. L'autre facteur important pouvant expliquer l'évolution globale de l'économie régionale est le net accroissement de la demande enregistré au Brésil grâce au succès du plan de stabilisation. Cette poussée s'est traduite par une augmentation spectaculaire des importations, entraînant une détérioration de la balance des paiements courants qui a toutefois été contrebalancée par le triplement des entrées nettes de capitaux.

38. En outre, l'essor du commerce intrarégional demeure un élément moteur pour le secteur extérieur de la région. En 1995, les échanges entre les pays de l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI) ont continué d'augmenter à un rythme plus rapide que les échanges entre ces mêmes pays et le reste du monde. L'évolution des échanges au sein du Marché commun sud-américain (MERCOSUR) a joué un rôle particulièrement important car, malgré les problèmes de comptes extérieurs des deux principaux membres de ce groupe, les échanges opérés au sein du MERCOSUR ont atteint 22 % du volume total des échanges réalisés par ses membres, contre 19 % en 1994. S'agissant du Groupe andin, la proportion est passée de 10 à un peu moins de 12 % grâce au rapide essor (42 %) des échanges entre membres.

39. Comme l'année précédente, les termes de l'échange se sont améliorés dans la plus grande partie de la région, surtout grâce à la hausse des cours des produits de base (qui constituent le gros des exportations). Les pays sud-américains qui ont le plus bénéficié de ce phénomène sont le Chili, la Colombie et le Pérou, qui ont pu ainsi donner une impulsion à leur activité économique en 1995. Le Salvador, le Honduras et la République dominicaine ont enregistré des améliorations supérieures à 10 % en 1995 (voir le tableau 8). En revanche, dans les deux principaux pays, qui exportent pour l'essentiel des produits manufacturés, les termes de l'échange ont stagné (Brésil) ou se sont

détériorés (Mexique). Il en a été de même pour la Bolivie, l'Équateur, le Panama et l'Uruguay.

40. En valeur, les exportations de biens ont augmenté de 23 %, autre facteur qui a contribué à la rapide expansion qui marque la présente décennie. On n'avait pas observé de hausse aussi élevée depuis 1980, et il faut remonter aux années 70 pour retrouver une augmentation plus importante encore, conséquence de la flambée des prix du pétrole. Ainsi, en 1995, les ventes à l'étranger de la région ont largement dépassé les 220 milliards de dollars (voir tableau 6). La crise mexicaine y est pour beaucoup, cette augmentation exceptionnelle étant, à hauteur de 60 %, imputable à deux pays (le Mexique et l'Argentine) qui, au lendemain de cette crise, ont dû appliquer des mesures d'austérité draconiennes.

41. Exception faite de l'Argentine et du Mexique, les bons résultats économiques tiennent en grande partie à une conjoncture internationale favorable, puisque dans la majorité des pays, l'augmentation en valeur des exportations tient surtout à l'augmentation des prix des biens d'exportation.

42. Aussi bien la valeur en dollars des exportations de biens que les valeurs unitaires ont augmenté dans tous les pays de la région. La tendance moyenne des activités exportatrices peut être illustrée par un groupe de pays (Colombie, Costa Rica, Équateur, Honduras, Pérou, République dominicaine et Venezuela). Cette tendance se caractérise par une hausse en valeur des exportations supérieure à 10 % et inférieure à 30 %, avec des variations de volume positives et, en général, modérées, la hausse des valeurs unitaires contribuant pour beaucoup à la hausse de la valeur totale.

43. Deux groupes de pays aux caractéristiques radicalement différentes s'écartent de ce schéma. Le premier groupe comprend les pays dont les exportations ont augmenté de plus de 30 %, le deuxième les pays où elles ont augmenté de moins de 10 %.

44. Le premier groupe, dont les exportations ont augmenté beaucoup plus que la moyenne, se compose de pays situés aux deux extrémités de l'éventail des performances latino-américaines en matière de croissance du produit intérieur, ainsi que des pays d'Amérique centrale et des Caraïbes. Il s'agit de l'Argentine, du Chili, du Salvador, du Guatemala, de Haïti, du Mexique et du Nicaragua. Presque tous ces pays sont parvenus à accroître de plus de la moitié le volume de leurs exportations. Toutefois, au Chili, dont les remarquables résultats commerciaux se sont accompagnés d'un essor tout aussi appréciable de l'économie dans son ensemble, la hausse de la valeur unitaire a contribué pour une large part à l'augmentation des recettes d'exportation, comme dans le cas des pays d'Amérique centrale mentionnés. L'Argentine, le Mexique et Haïti, en revanche, doivent surtout l'excellente évolution de leurs exportations à l'augmentation en volume de leurs ventes. En Argentine et au Mexique, cela tient aux programmes d'ajustement draconiens, et en Haïti, à la reprise du commerce après de nombreuses années de crise politique, d'embargo commercial et de désorganisation de l'économie.

45. Dans l'autre groupe figurent les cinq pays dont les exportations ont connu une moindre croissance (Bolivie, Brésil, Panama, Paraguay et Uruguay). Cela tient à divers facteurs. Cette situation s'explique par la très forte

appréciation de la monnaie locale en termes réels dans le cas du Brésil; à la contraction de la demande de produits manufacturés exportés par la Zone franche de Colón dans le cas du Panama; à l'accroissement de la production de soja brésilien, qui a fait baisser la demande de soja paraguayen au Brésil et qui a rendu le transport du soja au travers de ce pays beaucoup plus difficile dans le cas du Paraguay; et, dans le cas de l'Uruguay, aux répercussions de la crise en Argentine, lequel facteur a également contribué à la faiblesse des ventes réalisées par la Bolivie.

46. Des prix avantageux et les exportations de marchandises ont donc permis aux pays de la région d'augmenter leurs achats à l'étranger, compensant en partie les effets négatifs de la décélération économique et du recul des flux de capitaux qui ont réduit le montant des devises disponibles. En valeur, les importations régionales ont augmenté de 12 %, un peu moins que l'année précédente, dépassant le niveau historique de 220 milliards de dollars. Cette hausse serait toutefois beaucoup plus conséquente (33 %) si l'on exclut l'Argentine et le Mexique, dont la crise a provoqué une contraction considérable des achats, encore faut-il préciser que l'essor régional se doit pour l'essentiel à un seul pays, le Brésil (voir tableau 7).

47. La valeur des importations a accusé des différences considérables d'un pays à l'autre, en raison de divers facteurs qui ont influé sur le volume des importations. De fait, l'augmentation des prix des importations a été assez uniforme et a surtout suivi celle des prix des biens manufacturés.

48. En conséquence, si les achats à l'étranger varient considérablement d'un pays à l'autre, cela est dû aux écarts des volumes des importations. Il existe un cas intermédiaire, celui des pays qui ont augmenté leurs importations en raison d'un accroissement modeste de la demande interne qui s'est soldé par l'accroissement du produit intérieur et s'est répercuté sur les fournisseurs étrangers. Dans ce cas, les augmentations n'ont jamais dépassé 10 % en volume et 20 % en valeur.

49. Si l'on s'écarte de ce scénario intermédiaire, on trouve à l'une des extrémités de l'éventail les pays qui ont bénéficié soit d'une demande intérieure très soutenue et de réserves de devises à même de stimuler leur production et leurs achats à l'étranger soit d'une appréciation de leur monnaie en termes réels. Ces deux scénarios concernent le Chili et le Pérou. En République dominicaine, la nette augmentation des importations est liée à l'essor industriel des zones franches. Au Brésil, les importations ont été stimulées par les gains de change, de même qu'au Venezuela, où l'accroissement des achats s'est situé dans le contexte de taux de change fixes contrôlés et de perspectives de dévaluations, en dépit du bas niveau d'activité intérieure et des difficultés à obtenir des devises. Tous les pays mentionnés ont signalé des augmentations en valeur de leurs importations égales ou supérieures à 30 %. Le cas de Haïti fait exception à la règle, car les importations y ont enregistré une reprise spectaculaire avec le début de la normalisation politique et économique.

50. À l'autre extrémité de l'éventail figurent les pays où la contraction de la demande a entraîné la chute des composantes de l'offre globale, en particulier en Argentine, au Mexique et en Uruguay. Dans ces pays, la réduction du volume

des achats à l'étranger a été tellement forte qu'elle a très largement compensé l'augmentation du coût des produits achetés. Le volume des importations a également diminué ou est demeuré inchangé en Bolivie, au Costa Rica, au Nicaragua, au Panama et au Paraguay.

51. Du fait de leur montée en flèche, les exportations en sont venues à dépasser les importations dont la progression a été plus lente. C'est pourquoi le solde de la balance régionale des marchandises est passé du négatif au positif pour la première fois depuis 1991 et a enregistré un modeste excédent de 2,3 milliards de dollars. Ce renversement se doit surtout aux énormes excédents de la balance des marchandises accumulés par l'Argentine et le Mexique, en contraste total avec les déficits élevés enregistrés l'année précédente. Cet excédent consolidé a très largement compensé l'évolution, cette fois défavorable, caractérisant l'autre économie dominante, le Brésil, qui est passé d'un excédent de plus de 10 milliards en 1994 à un déficit de 3 milliards en 1995. Il faut également souligner que le Chili a plus que doublé son excédent. Pour le reste, on compte autant de pays qui ont amélioré leur solde commercial que de pays dont le solde s'est détérioré.

52. À l'évolution favorable de la balance commerciale, il faut ajouter la nette réduction du déficit des échanges régionaux de services. Celle-ci tient surtout à l'amélioration radicale du solde de la balance des services de l'Argentine et du Mexique, qui est liée à la contraction des achats à l'étranger de ces pays et qui a très largement contrebalancé la détérioration subie par les soldes des balances de services de tous les pays d'Amérique du Sud et de certains pays d'Amérique centrale. Ainsi, le solde négatif des échanges de biens et de services a nettement diminué, passant de près de 27 milliards de dollars en 1994 à 6 milliards environ en 1995.

B. Le solde du compte des opérations courantes et le financement extérieur

53. Le déficit du compte des opérations courantes a considérablement diminué en 1995 : alors qu'il a été d'environ 50 milliards de dollars en 1994, il n'est plus que de 34,5 milliards de dollars. Cette réduction est intégralement due à l'amélioration du solde de la balance des biens et services, le compte des bénéfices et intérêts ayant augmenté de près de 20 %. Tous les pays de la région ont accusé un déficit, à l'exception de la République dominicaine et du Venezuela (voir tableau 9).

54. Les changements les plus marquants ont été semblables à ceux observés dans la balance commerciale des biens et services : disparition du déficit considérable du Mexique et importante réduction de celui de l'Argentine d'une part, et flambée du déficit du Brésil de l'autre. Par ailleurs, le Venezuela a réduit de plus de moitié son fort déficit de l'année précédente.

55. Les entrées nettes de capitaux dans la région ont été de 22,4 milliards de dollars en 1995, soit beaucoup moins qu'en 1994 et surtout qu'en 1992-1993, où elles avaient atteint 65 milliards de dollars (voir tableau 9). Ce chiffre comprend 18 milliards de dollars en investissements directs, 14 milliards de dollars d'autres capitaux à long terme et des sorties de capitaux à court terme, et des investissements de portefeuille d'un montant de 10 milliards de dollars.

Il convient de souligner qu'en 1995, l'entrée de capitaux dans la région a été considérablement affectée par des sorties nettes du Mexique et du Venezuela. Le solde des comptes de capitaux pour les autres pays a été de 43 milliards de dollars.

56. Le résultat de 1995 a été influencé par les événements de 1994 au Mexique : après la dévaluation de décembre, des troubles financiers ont touché les principales économies de la région à différents degrés. Au début de 1995, il y a eu des sorties de capitaux à court terme dans plusieurs pays d'Amérique latine, et le financement privé a été quasiment interrompu. Le Fonds monétaire international et d'autres institutions multilatérales ont joué un rôle capital pour redresser la situation en fournissant des capitaux compensatoires, qui ont permis au Mexique de s'acquitter de plusieurs engagements à court terme et, à l'instar de l'Argentine, d'avoir à nouveau accès aux marchés financiers internationaux.

C. La dette extérieure

57. En 1995, le montant total de la dette extérieure des pays d'Amérique latine a approché 574 milliards de dollars, soit une augmentation nominale de 8 % par rapport à 1994 (voir tableau 10). Le rapport entre la dette extérieure et les exportations de biens et services de la région a diminué, les ventes à l'étranger ayant été très fortes et à la dette n'ayant augmenté que modérément. Le rapport est donc passé de 250 % à 220 %, pourcentage le plus faible depuis 1980. Le rapport entre les intérêts payés et les exportations de biens et services a également diminué, encore que légèrement.

58. La majorité des pays les plus endettés de la région ont beaucoup progressé en 1995 dans la renégociation de leur dette extérieure. Le Panama a souscrit en octobre 1995, dans le cadre du Plan Brady, un accord de restructuration de sa dette extérieure commerciale, portant sur 3,5 milliards de dollars d'amortissements et d'intérêts impayés. Le Pérou a annoncé qu'il était parvenu également dans le contexte du Plan Brady à un accord provisoire de restructuration de sa dette avec le secteur bancaire commercial portant sur un capital de 4,4 milliards de dollars et des intérêts de 3,5 milliards de dollars. Pour sa part, le Nicaragua a racheté au secteur bancaire commercial sa dette de 1,37 milliard de dollars à 7 % de sa valeur nominale; pour cela, il a pu compter sur des ressources de la Banque interaméricaine de développement, de la Banque mondiale et de certains gouvernements européens. La Bolivie, le Nicaragua et Haïti ont signé en 1995 des accords de restructuration de leur dette bilatérale avec les pays membres du Club de Paris; et le Honduras négocie actuellement une restructuration. Ces négociations ont accordé un certain répit à la plupart des pays les plus endettés de la région, mais leur niveau d'endettement demeure élevé.

Tableau 1

Amérique latine et Caraïbes : principaux indicateurs économiques

Indicateur	1991	1992	1993	1994	1995 ^a
	Taux annuels de variation				
<u>Activités économiques et prix</u>					
Produit intérieur brut	3,3	2,8	3,0	4,6	0,6
Produit intérieur brut par habitant	1,4	0,9	1,1	2,7	-1,1
Prix à la consommation	199,7	418,9	887,6	337,3	25,0
Termes de l'échange (marchandises), f.o.b./f.o.b.	-6,5	-3,9	-0,3	2,7	1,8
	Montant (en milliards de dollars)				
<u>Secteur extérieur</u>					
Exportations de marchandises	136,8	146,0	156,4	182,0	223,4
Importations de marchandises	124,0	151,6	166,5	197,2	221,1
Balance commerciale des marchandises	12,8	-5,6	-10,1	-15,2	2,3
Solde des opérations courantes	18,8	-36,9	-46,1	-50,0	-34,5
Solde des mouvements de capitaux	37,9	61,6	66,9	44,9	22,4
Encours total de la dette extérieure	449,1	466,0	507,4	533,4	573,7

Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), sur la base d'informations de sources officielles.

^a Chiffres provisoires.

Tableau 2

Variations des résultats économiques en Amérique latine et dans les Caraïbes en 1996

(En pourcentage)

	1994	1995 ^a				
	Amérique latine	Amérique latine	Argentine	Mexique	Brésil	Autres pays
Produit intérieur brut	4,6	0,6	-2,5	-7,0	4,0	4,5
Consommation	4,0	0,2	-5,5	-17,6	10,0	6,6
Formation brute de capital	9,7	-5,8	-14,0	-30,0	10,9	7,0
Demande intérieure	5,0	-1,0	-7,4	-20,3	10,2	6,7
Exportations de biens et services	9,2	10,5	17,1	24,5	-2,8	5,6
Importations de biens et services	14,3	2,8	-17,4	-14,9	36,7	14,4
Revenu en capital net (en milliards de dollars)	44,9	22,4 ^b	-0,4 ^b	-16,9 ^b	28,0	10,7

Source : CEPALC, sur la base d'informations de sources officielles, converties en dollars aux prix de 1980.

^a Estimations provisoires.

^b N'inclut pas le "financement exceptionnel" de la balance des paiements.

Tableau 3

Amérique latine et Caraïbes : évolution du produit intérieur brut total

(En pourcentage de variation, sur la base de valeurs aux prix de 1980)

	Taux annuel de variation							Variation cumulée	
	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995 ^a	1981-1990	1991-1995 ^a
<u>Amérique latine et Caraïbes</u>	0,9	0,3	3,3	2,8	3,0	4,6	0,6	13,0	14,9
<u>Amérique du Sud</u>	-0,1	-1,1	3,7	3,0	4,2	5,1	2,9	10,9	20,3
Argentine	-6,2	-0,1	8,9	8,7	6,1	7,4	-2,5	-8,7	31,4
Bolivie	3,5	4,7	5,1	1,2	4,1	4,2	3,5	1,4	19,7
Brésil	3,1	-4,4	0,3	-0,9	4,2	5,8	4,0	16,8	14,1
Chili	9,7	3,3	6,8	10,6	5,9	4,1	8,0	32,1	40,7
Colombie	3,5	4,0	1,8	3,8	4,7	5,6	5,5	43,6	23,0
Équateur	0,2	2,0	4,9	3,4	2,2	4,2	2,5	20,4	18,4
Guyana	-4,5	-2,8	5,4	7,5	7,6	8,4	3,5	-24,4	36,8
Paraguay	5,9	3,1	2,3	1,7	3,9	3,0	4,0	36,6	15,9
Pérou	-11,5	-5,6	2,6	-1,2	5,8	12,8	7,5	-11,4	30,1
Suriname	4,4	0,1	3,5	5,8	-4,5	-0,8	...	5,0	3,7 ^b
Uruguay	1,3	0,9	3,2	7,9	2,5	5,1	-1,5	4,7	18,2
Venezuela	-7,8	6,8	9,7	5,8	-0,2	-2,9	2,0	4,2	14,8
Mexique	3,3	4,4	3,6	2,8	0,6	3,5	-7,0	17,9	3,2
<u>Amérique centrale et Caraïbes</u>	2,4	0,3	-1,3	0,2	-0,8	2,5	3,4	17,6	3,9
Bahamas	2,0	4,8	-3,2	1,0	2,4	0,0	1,5	31,2	1,6
Barbade	3,7	-3,2	-4,2	-5,8	1,1	4,2	2,0	9,5	-3,1
Belize	13,1	10,3	3,0	11,3	3,5	1,6	...	56,0	20,5 ^b
Costa Rica	5,5	3,4	2,1	7,3	6,1	4,3	2,5	25,1	24,2
Cuba	0,7	-3,0	-10,7	-11,6	-14,9	0,7	2,5	39,5	-30,6
El Salvador	0,4	4,4	2,3	7,2	6,3	4,3	6,5	-7,2	29,4
Guatemala	3,7	2,9	3,5	4,9	3,8	3,8	4,5	8,8	22,2
Haïti	1,0	-0,2	-0,8	-14,3	-5,1	-12,2	3,5	-3,8	-26,7
Honduras	4,7	-0,4	2,3	6,1	6,7	-2,0	3,5	25,5	17,7
Jamaïque	6,3	6,2	1,2	2,0	1,6	2,5	0,5	31,8	7,9
Nicaragua	-1,7	0,0	-0,2	0,4	-0,4	3,2	4,0	-12,7	7,2
Panama	-0,1	6,3	8,6	6,1	4,2	1,8	3,0	20,1	25,7
République dominicaine	4,8	-5,3	0,5	6,8	2,3	4,3	5,0	27,5	20,1
Trinité-et-Tobago	-0,4	1,9	1,7	-2,3	-2,8	5,1	3,5	-19,9	5,0
<u>Pays de l'OECD^c</u>	6,1	4,7	3,3	3,9	2,1	3,0	2,8	78,7	16,3
Antigua-et-Barbuda	6,3	3,5	4,3	1,7	3,4	5,3	...	86,5	15,4 ^b
Dominique	-1,1	6,4	2,3	2,9	2,6	1,9	-2,0	53,6	8,0
Grenade	5,8	5,2	3,6	1,1	-1,3	2,3	...	61,8	5,8 ^b
Sainte-Lucie	8,5	4,4	2,3	7,1	2,3	2,8	4,0	93,5	19,8
Saint-Kitts-et-Nevis	6,7	3,0	3,8	3,6	4,0	4,1	...	75,0	16,4 ^b
Saint-Vincent-et-les Grenadines	7,2	7,0	3,1	6,5	1,4	0,4	4,0	87,0	16,3

Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, sur la base de chiffres officiels convertis en dollars aux prix constants de 1980.

Note : Compte non tenu, dans les totaux et totaux partiels, des pays pour lesquels on ne dispose pas d'informations.

^a Estimations préliminaires, sujettes à révision. Les chiffres pour 1995 ont été arrondis à l'unité ou au demi le plus proche.

^b Se rapporte à la période 1991-1994.

^c OECO : Organisation des États des Caraïbes orientales.

Tableau 4

Amérique latine et Caraïbes : évolution du produit intérieur brut par habitant

(En pourcentage de variation, sur la base de valeurs aux prix de 1980)

	Taux annuel de variation							Variation cumulée	
	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995 ^a	1981-1990	1991-1995 ^a
<u>Amérique latine et Caraïbes</u>	-1,0	-1,6	1,4	0,9	1,1	2,7	-1,1	-7,5	5,1
<u>Amérique du Sud</u>	-1,9	-2,9	1,8	1,2	2,4	3,3	1,2	-9,1	10,4
Argentine	-7,5	-1,4	7,5	7,3	4,8	6,1	-3,6	-21,1	23,6
Bolivie	1,3	2,4	2,7	-1,2	1,6	1,7	1,2	-17,4	6,1
Brésil	1,2	-6,1	-1,4	-2,6	2,4	4,0	2,4	-4,6	4,8
Chili	7,8	1,6	5,0	8,8	4,2	2,4	6,4	12,4	29,7
Colombie	1,7	2,2	0,1	2,0	3,0	3,9	3,6	17,9	13,2
Équateur	-2,2	-0,3	2,5	1,1	0,0	2,0	0,4	-6,6	6,0
Guyana	-4,8	-2,9	4,4	6,3	6,6	7,2	2,5	-27,7	30,0
Paraguay	2,7	0,1	-0,6	-1,1	1,1	0,2	1,3	-0,8	0,9
Pérou	-13,2	-7,4	0,7	-2,9	4,0	10,9	5,7	-28,9	19,3
Suriname	3,2	-1,2	2,3	4,6	-5,6	-1,9	...	-6,8	-0,8 ^b
Uruguay	0,7	0,3	2,6	7,2	1,9	4,5	-2,1	-1,4	14,8
Venezuela	-10,2	4,2	7,1	3,4	-2,4	-5,1	-0,1	-19,4	2,5
Mexique	1,4	2,5	1,7	0,9	-1,2	1,7	-8,6	-4,3	-5,8
<u>Amérique centrale et Caraïbes</u>	0,4	-1,7	-3,3	-1,9	-2,9	0,4	1,4	-3,4	-6,3
Bahamas	0,4	2,8	-4,8	-0,4	0,9	-1,5	0,0	7,7	-5,7
Barbade	3,0	-3,2	-4,6	-6,2	0,7	3,8	1,6	6,1	-4,9
Belize	10,3	7,4	0,4	8,5	0,9	-1,0	...	20,5	8,7 ^b
Costa Rica	2,6	0,7	-0,4	4,6	3,5	1,9	0,2	-5,8	10,1
Cuba	-0,3	-3,8	-11,5	-12,3	-15,6	-0,1	1,7	27,8	-33,4
El Salvador	-1,5	2,4	0,3	4,9	4,0	2,0	4,0	-18,8	16,0
Guatemala	0,8	0,0	0,6	1,9	0,8	0,9	1,6	-18,2	5,8
Haïti	-1,0	-2,2	-2,8	-16,0	-7,0	-14,0	1,4	-20,6	-33,7
Honduras	1,6	-3,4	-0,7	3,0	3,6	-4,8	0,7	-8,2	1,6
Jamaïque	5,8	5,7	0,5	1,3	0,9	1,8	-0,4	18,9	4,3
Nicaragua	-4,3	-3,0	-3,6	-3,4	-4,3	-0,7	0,4	-33,5	-11,1
Panama	-2,1	4,3	6,6	4,1	2,2	0,0	1,0	-2,4	14,6
République dominicaine	2,5	-7,2	-1,5	4,7	0,4	2,4	2,9	2,1	9,2
Trinité-et-Tobago	-1,2	0,2	0,6	-3,4	-3,8	3,9	2,4	-29,9	-0,6
<u>Pays de l'OECD^c</u>	5,3	4,3	2,6	3,2	1,6	2,4	1,9	70,2	11,2
Antigua-et-Barbuda	5,6	2,8	3,7	1,0	2,8	4,7	...	77,8	12,6 ^b
Dominique	-2,0	7,9	2,3	2,9	2,6	1,9	-1,8	60,0	8,0
Grenade	4,9	5,7	3,4	0,9	-1,5	2,1	...	58,3	4,9 ^b
Sainte-Lucie	7,1	2,9	1,0	5,7	0,9	1,5	2,6	67,3	12,2
Saint-Kitts-et-Nevis	8,7	3,5	3,8	3,6	6,5	4,1	...	95,8	19,2 ^b
Saint-Vincent-et-les Grenadines	6,2	5,9	2,2	5,6	0,4	-0,5	3,1	71,3	11,1

Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, sur la base de chiffres officiels convertis en dollars aux prix constants de 1980.

Note : Compte non tenu, dans les totaux et totaux partiels, des pays pour lesquels on ne dispose pas d'informations.

^a Estimations préliminaires, sujettes à révision. Les chiffres pour 1995 ont été arrondis à l'unité ou au demi le plus proche.

^b Se rapporte à la période 1991-1994.

^c OECD : Organisation des États des Caraïbes orientales.

Tableau 5

Amérique latine et Caraïbes : variations de l'indice des prix à la consommation

(Variations de décembre à décembre)

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995 ^a
Amérique latine et Caraïbes	209,2	776,8	1 212,5	1 191,3	199,7	418,9	887,6	337,3	25,0
Argentine	174,8	387,7	4 923,3	1 343,9	84,0	17,6	7,4	3,9	1,8 ^b
Barbade	6,3	4,4	6,6	3,4	8,1	3,4	-1,0	0,5	0,4 ^c
Bolivie	10,7	21,5	16,6	18,0	14,5	10,5	9,3	8,5	10,7 ^b
Brésil	394,6	993,3	1 863,6	1 584,6	475,8	1 149,1	2 489,1	929,3	22,0 ^b
Chili	21,4	12,7	21,4	27,3	18,7	12,7	12,2	8,9	8,3 ^b
Colombie	24,0	28,2	26,1	32,4	26,8	25,2	22,6	22,6	20,0 ^b
Costa Rica	16,4	25,3	10,0	27,3	25,3	17,0	9,0	19,9	24,9 ^b
El Salvador	19,6	18,2	23,5	19,3	9,8	20,0	12,1	8,9	11,4 ^b
Équateur	32,5	85,7	54,3	49,5	49,0	60,2	31,0	25,4	22,2 ^b
Guatemala	9,3	12,3	20,2	59,6	10,2	14,2	11,6	11,6	8,6 ^b
Haïti	-4,1	8,6	10,9	26,1	6,6	18,0	39,3	52,1 ^e	25,0 ^d
Honduras	2,9	6,6	11,4	36,4	21,4	6,5	13,1	28,8	28,6 ^e
Jamaïque	8,4	8,9	17,2	29,7	80,2	40,2	30,1	26,9	15,8 ^f
Mexique	159,2	51,7	19,7	29,9	18,9	11,9	8,0	7,1	48,5 ^b
Nicaragua	1 347,2	33 547,6	1 689,1	13 490,2	775,4	3,5	19,5	12,5	10,8 ^d
Panama	0,9	0,3	-0,2	0,8	1,1	1,6	0,9	1,4	0,8 ^d
Paraguay	32,0	16,9	28,5	44,1	11,8	17,8	20,4	18,3	10,4 ^b
Pérou	114,5	1 722,6	2 775,3	7 649,6	139,2	56,7	39,5	15,4	10,4 ^b
République dominicaine	22,7	55,8	34,6	79,9	7,9	5,2	2,8	14,3	12,1 ^b
Trinité-et-Tobago	8,3	12,1	9,3	9,5	2,3	8,5	13,5	5,5	5,6 ^f
Uruguay	57,3	69,0	89,2	129,0	81,3	59,0	52,9	44,1	36,8 ^b
Venezuela	40,3	35,5	81,0	36,5	31,0	31,9	45,9	70,8	52,9 ^b

Source : Sur la base d'informations fournies par les pays.

^a Chiffres correspondant à la variation du prix de la période de 12 mois achevée le mois indiqué pour chaque pays.

^b Variations entre novembre 1994 et novembre 1995.

^c Variations entre juin 1994 et juin 1995.

^d Exercice financier clos en septembre.

^e Variations entre octobre 1994 et octobre 1995.

^f Variations entre juillet 1994 et juillet 1995.

Tableau 6

Amérique latine et Caraïbes : exportations de marchandises, f.o.b.

(Indice 1980 = 100, et taux annuels de variation)

	Valeur				Valeur unitaire				Volume			
	Indice	Taux annuel de variation			Indice	Taux annuel de variation			Indice	Taux annuel de variation		
		1995 ^a	1993	1994		1995 ^a	1995 ^a	1993		1994	1995 ^a	1995 ^a
<u>Amérique latine et Caraïbes</u>	252	7,0	16,4	22,7	88	-0,2	6,6	11,1	286	7,3	9,2	10,5
<u>Amérique du Sud</u>	197	4,3	16,0	17,5	92	-3,7	7,5	13,4	214	8,1	7,9	3,6
Argentine	257	7,2	20,8	30,1	94	2,0	2,0	11,0	274	5,1	18,4	17,1
Bolivie	109	17,6	37,7	4,6	63	-6,6	13,2	6,0	175	25,9	21,6	-1,3
Brésil	233	8,4	12,3	7,9	89	-2,0	6,4	11,0	261	10,6	5,5	-2,8
Chili	338	-8,1	25,4	37,8	113	-10,7	15,5	22,5	300	2,9	8,6	12,5
Colombie	269	2,3	17,9	22,5	115	-4,4	17,0	21,5	233	7,0	0,7	0,8
Équateur	170	1,8	21,4	15,4	61	-3,9	11,0	5,5	280	5,9	9,3	9,4
Paraguay	489	52,8	7,7	9,8	135	4,0	9,0	11,5	363	47,0	-0,1	-1,5
Pérou	140	-0,6	31,5	20,3	119	-8,0	14,0	20,0	117	8,0	15,4	0,3
Uruguay	195	-3,9	10,5	8,2	106	-5,1	7,5	11,0	185	1,3	2,8	-2,6
Venezuela	96	0,1	10,4	16,5	65	-6,2	1,5	10,5	149	6,7	8,8	5,4
Mexique	523	12,3	17,3	33,2	82	6,2	5,0	7,0	639	5,8	11,8	24,5
<u>Amérique centrale et Caraïbes</u>	179	6,8	14,8	17,0	131	-0,2	6,4	13,7	137	7,1	7,9	2,9
Costa Rica	247	11,8	7,7	18,1	98	1,2	8,0	14,5	253	10,5	-0,3	3,2
El Salvador	157	22,4	70,7	35,3	123	2,5	21,0	25,0	128	19,4	41,4	8,2
Guatemala	137	6,2	13,7	34,8	112	2,5	10,0	17,5	122	3,6	3,4	14,7
Haïti	46	7,9	-36,3	92,3	75	2,1	10,0	10,5	61	5,7	-42,1	73,7
Honduras	134	1,7	8,1	23,6	117	2,3	8,0	18,5	115	-0,5	0,1	4,4
Nicaragua	109	19,7	31,5	39,6	88	15,0	21,0	18,5	123	4,1	8,7	17,9
Panama	271	5,5	10,0	3,9	161	-3,0	0,0	6,5	168	8,8	9,8	-2,4
République dominicaine	85	-9,1	25,9	27,3	88	-5,3	11,7	23,5	97	-3,9	12,6	3,2

Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, sur la base de données officielles.

^a Estimations préliminaires.

Tableau 7

Amérique latine et Caraïbes : importations de marchandises, f.o.b.

(Indice : 1980 = 100, et taux annuels de variation)

	Valeur				Valeur unitaire				Volume			
	Indice	Taux annuel de variation			Indice	Taux annuel de variation			Indice	Taux annuel de variation		
	1995 ^a	1993	1994	1995 ^a	1995 ^a	1993	1994	1995 ^a	1995 ^a	1993	1994	1995 ^a
<u>Amérique latine et Caraïbes</u>	243	9,7	18,5	12,1	120	-0,1	3,6	9,1	201	9,9	14,3	2,8
<u>Amérique du Sud</u>	200	14,7	17,3	27,3	112	-2,8	3,3	9,7	183	18,0	13,5	16,0
Argentine	191	13,6	27,9	-10,0	146	-1,5	3,0	9,0	129	15,3	24,1	-17,4
Bolivie	211	6,8	0,9	7,8	115	1,2	4,4	7,0	183	5,5	-3,3	0,8
Brésil	218	25,1	28,8	51,0	100	-3,7	3,0	10,5	218	29,9	24,9	36,7
Chili	264	10,2	6,8	32,7	120	-2,2	3,6	9,5	220	12,7	3,1	21,1
Colombie	309	50,7	21,5	20,0	111	-1,2	3,0	9,5	273	52,4	18,0	9,7
Équateur	175	18,8	32,3	19,7	86	-1,5	4,3	9,0	202	20,7	26,7	9,8
Paraguay	490	37,0	31,0	-5,6	85	-1,0	2,9	7,0	574	38,3	27,5	-11,8
Pérou	246	-0,2	40,0	34,3	143	-0,1	2,3	9,0	172	-0,1	36,9	23,1
Uruguay	153	10,1	22,0	-1,5	106	-6,9	2,8	10,5	144	18,3	18,7	-10,9
Venezuela	106	-12,6	-31,5	49,3	105	-1,6	4,1	9,0	100	-11,1	-34,1	37,0
Mexique	379	5,2	21,3	-7,7	132	4,5	3,5	8,5	287	0,7	17,3	-14,9
<u>Amérique centrale et Caraïbes</u>	214	4,7	13,1	15,9	131	0,5	4,7	8,0	164	4,1	8,1	7,4
Costa Rica	221	18,1	6,9	9,0	99	-0,7	4,2	9,0	223	18,9	2,5	0,0
El Salvador	341	13,3	36,3	26,9	162	-2,1	4,4	8,0	210	15,8	30,5	17,5
Guatemala	208	2,4	6,8	20,3	113	0,4	4,5	9,0	185	2,0	2,2	10,4
Haïti	125	24,4	-47,1	183,7	117	-0,8	8,4	6,5	107	25,6	-51,2	166,0
Honduras	157	-4,6	43,1	11,1	93	1,7	4,3	6,5	169	-6,3	37,2	4,3
Nicaragua	107	-14,5	19,0	9,6	135	5,6	3,4	10,5	80	-19,0	15,1	-0,8
Panama	243	4,5	10,9	6,6	164	2,7	5,0	8,0	148	1,7	5,7	-1,3
République dominicaine	195	-2,6	7,4	30,1	136	-1,1	3,8	8,0	143	-1,5	3,6	20,4

Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, sur la base de données officielles.

^a Estimations préliminaires.

Tableau 8

Amérique latine et Caraïbes : termes de l'échange (marchandises), f.o.b./f.o.b.

(Indice : 1980 = 100, et taux de variation)

	Indice				Taux annuel de variation				Variation cumulée	
	1992	1993	1994	1995 ^a	1992	1993	1994	1995 ^a	1981-1992	1993-1995 ^a
<u>Amérique latine et Caraïbes</u>	70	70	71	73	-3,9	-0,3	2,7	1,8	-30,2	4,5
<u>Amérique du Sud</u>	75	74	79	82	-5,4	-1,0	7,0	3,4	-25,3	10,6
Argentine	61	63	63	64	-0,3	3,4	-0,1	1,4	-39,2	1,2
Bolivie	55	51	55	54	-20,5	-7,7	8,3	0,8	-45,2	7,4
Brésil	85	86	89	90	-2,3	1,8	3,7	0,4	-15,2	4,1
Chili	82	76	84	94	-6,5	-8,7	11,6	11,8	-17,6	24,7
Colombie	83	81	92	102	-11,4	-3,2	13,5	11,1	-16,6	26,1
Équateur	70	69	73	71	-1,1	-2,4	6,4	-3,2	-29,8	3,1
Paraguay	136	143	152	158	-3,8	5,0	5,9	4,2	36,3	10,4
Pérou	74	68	76	84	-1,6	-7,8	11,3	10,1	-26,1	22,6
Uruguay	93	95	99	100	-0,5	1,9	4,6	0,4	-6,8	5,0
Venezuela	65	62	60	61	-4,0	-4,8	-2,4	1,5	-35,0	-1,0
Mexique	61	62	63	62	-1,5	1,8	1,5	-1,4	-39,1	0,0
<u>Amérique centrale et Caraïbes</u>	90	90	95	100	-1,1	-0,8	5,9	5,3	-9,7	11,5
Costa Rica	89	91	94	99	-1,7	1,8	3,8	5,0	-11,0	9,0
El Salvador	54	57	66	76	-5,4	4,8	15,9	15,7	-46,0	34,1
Guatemala	86	88	93	100	-7,1	2,2	5,2	7,8	-13,8	13,4
Haïti	59	61	62	64	-6,0	3,0	1,5	3,7	-40,6	5,2
Honduras	108	109	113	125	-2,6	0,6	3,5	11,2	8,1	15,1
Nicaragua	48	52	61	66	-30,9	8,8	17,0	7,3	-51,9	25,6
Panama	111	105	100	98	-0,5	-5,6	-4,7	-1,5	10,8	-6,1
République dominicaine	55	52	56	65	-8,7	-4,3	7,6	14,4	-45,2	23,2

Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, sur la base de données officielles.

^a Estimations préliminaires.

Tableau 9
 Amérique latine et Caraïbes : balance des paiements
 (En millions de dollars)

	Exportations de marchandises			Importations de marchandises			Balance commerciale (marchandises)			Balance des services ^a			Balance des biens et services			
	1993	1994	1995 ^b	1993	1994	1995 ^b	1993	1994	1995 ^b	1993	1994	1995 ^b	1993	1994	1995	
<u>Amérique latine et</u>																
<u>Caraïbes</u>	156 393	181 988	223 375	166 468	197 222	221 095	-10 075	-15 234	2 280	-11 479	-11 421	-8 140	-21 554	-26 655	-5 860	
<u>Amérique du Sud</u>	93 369	108 322	127 330	84 199	98 752	125 665	9 170	9 570	1 665	-11 132	-11 331	-12 370	-1 962	-1 761	-10 705	
Argentine	13 117	15 839	20 600	15 545	19 880	17 900	-2 428	-4 041	2 700	-2 481	-2 891	-1 800	-4 909	-6 932	900	
Bolivie	716	985	1 030	1 112	1 122	1 210	-396	-137	-180	-145	-113	-175	-541	-250	-355	
Bésil	38 783	43 545	47 000	25 711	33 105	50 000	13 072	10 440	-3 000	-5 004	-5 922	-6 100	8 068	4 518	-9 100	
Chili	9 199	11 537	15 900	10 181	10 878	14 430	-982	659	1 470	5	19	-25	-977	678	1 445	
Colombie	7 429	8 756	10 725	9 086	11 040	13 250	-1 657	-2 284	-2 525	-21	-323	-370	-1 678	-2 607	-2 895	
Equateur	3 062	3 717	4 290	2 474	3 272	3 915	588	445	375	-340	-387	-475	248	58	-100	
Paraguay	1 653	1 780	1 955	2 672	3 500	3 305	-1 019	-1 720	-1 350	458	550	500	-561	-1 170	-850	
Pérou	3 463	4 555	5 480	4 043	5 661	7 600	-580	-1 106	-2 120	-656	-519	-810	-1 236	-1 625	-2 930	
Uruguay	1 732	1 913	2 070	2 118	2 585	2 545	-386	-672	-475	282	429	315	-104	-243	-160	
Venezuela	14 215	15 695	18 280	11 257	7 709	11 510	2 958	7 986	6 770	-3 230	-2 174	-3 430	-272	5 812	3 340	
Mexique	51 885	60 882	81 090	65 366	79 347	73 275	-13 481	-18 465	7 815	-2 529	-2 589	1 050	-16 010	-21 054	8 865	
<u>Amérique centrale et</u>																
<u>Caraïbes</u>	11 139	12 784	14 955	16 903	19 123	22 155	-5 764	-6 339	-7 200	2 182	2 499	3 180	-3 582	-3 840	-4 020	
Costa Rica ^c	1 945	2 094	2 475	2 610	2 789	3 040	-665	-695	-565	244	274	295	-421	-421	-270	
El Salvador ^d	732	1 249	1 690	1 766	2 407	3 055	-1 034	-1 158	-1 365	26	-53	-110	-1 008	-1 211	-1 475	
Guatemala ^e	1 363	1 550	2 090	2 384	2 547	3 065	-1 021	-997	-975	108	-61	95	-913	-1 058	-880	
Haiti	82	52	100	267	141	400	-185	-89	-300	-56	-38	-175	-241	-127	-475	
Honduras ^f	853	922	1 140	944	1 351	1 500	-91	-429	-360	17	83	100	-74	-346	-260	
Nicaragua	267	351	490	659	785	860	-392	-434	-370	-56	-71	-55	-448	-505	-425	
Panama	5 386	5 922	6 150	6 155	6 827	7 275	-769	-905	-1 125	637	778	1 060	-132	-127	-65	
République dominicaine ^g	511	644	820	2 118	2 276	2 960	-1 607	-1 632	-2 140	1 262	1 587	1 970	-345	-45	-170	

	Solde sur bénéfices et intérêts ^a			Transferts privés sans contrepartie			Balance du compte des opérations courantes			Balance du compte en capital ^b			Balance globale ^a		
	1993	1994	1995 ^b	1993	1994	1995 ^b	1993	1994	1995 ^b	1993	1994	1995 ^b	1993	1994	1995 ^b
<u>Amérique latine et Caraïbes</u>	-32 951	-33 419	-39 850	8 395	10 052	11 220	-46 110	-50 022	-34 490	66 928	44 891	22 435	20 818	-5 131	-12 055
<u>Amérique du Sud</u>	-20 363	-20 259	-25 340	3 140	4 074	4 860	-19 185	-17 946	-31 185	32 652	30 722	35 705	13 467	12 776	4 520
Argentine ^a	-2 989	-3 626	-4 500	535	315	300	-7 363	-10 243	-3 300	9 911	10 867	-400	2 548	624	-3 700
Bolivie	-201	-193	-210	26	24	20	-716	-419	-545	646	414	425	-70	-5	-120
Bésil	-10 358	-8 821	-12 000	1 682	2 588	3 200	-608	-1 715	-17 900	9 821	9 001	28 000	9 213	7 286	10 100
Chili	-1 505	-1 775	-1 770	61	52	55	-2 421	-1 045	-270	2 841	4 177	310	420	3 132	40
Colombie	-1 541	-1 296	-2 030	1 138	1 055	1 110	-2 081	-2 848	-3 815	2 062	3 015	4 180	-19	167	365
Équateur	-908	-1 000	-965	0	0	0	-660	-942	-1 065	1 188	1 410	970	528	468	-95
Paraguay	-84	-80	-80	5	0	0	-640	-1 250	-930	727	1 580	930	87	330	0
Pérou	-981	-1 575	-1 855 ^b	0	0	0	-2 217	-3 200	-4 785	2 662	4 668	4 610	445	1 468	-175
Uruguay	-192	-206	-170	32	33	30	-264	-416	-300	458	506	340	194	90	40
Venezuela	-1 604	-1 687	-1 760	-339	7	145	-2 215	4 132	1 725	2 336	-4 916	-3 660	121	-784	-1 935
Mexique	-11 030	-11 745	-13 030	3 544	3 921	3 950	-23 496	-28 878	-215	30 728	11 212	-16 900	7 232	-17 666	-17 115
<u>Amérique centrale et Caraïbes</u>	-1 558	-1 415	-1 480	1 711	2 057	2 410	-3 429	-3 198	-3 090	3 548	2 957	3 630	119	-241	540
Costa Rica	-201	-183	-215	86	89	95	-536	-515	-390	478	489	465	-58	-26	75
El Salvador	-114	-92	-80	790	1 001	1 150	-332	-302	-405	444	446	545	112	144	140
Guatemala	-152	-104	-120	362	384	480	-703	-778	-520	855	777	430	152	-1	-90
Haiti	-11	-9	-25	73	43	80	-178	-93	-420	197	56	600	19	-37	180
Honduras	-316	-263	-270	29	93	105	-361	-516	-425	255	533	480	-106	17	55
Nicaragua	-429	-466	-500	25	30	75	-853	-941	-850	774	994	890	-79	53	40
Panama	-77	53	-50	-16	-22	-25	-225	-96	-140	215	170	180	-10	74	40
République dominicaine	-258	-351	-220	362	439	450	-241	43	60	330	-508	40	89	-465	100

(Voir notes page suivante)

(Notes du tableau 9)

Source : CEPALC, sur la base d'informations fournies par le Fonds monétaire international (FMI) et par des établissements publics nationaux.

* Les opérations qui compensent ou financent le solde global incluent les actifs de réserve, l'utilisation de crédits et de prêts du FMI et le financement à titre exceptionnel. Ces éléments ont été particulièrement importants en 1995 pour le Mexique et l'Argentine, où ce financement a représenté respectivement 25 milliards de dollars et 2 milliards de dollars.

^a Non compris les paiements nets de bénéfices et d'intérêts.

^b Estimations préliminaires de la CEPALC. Les chiffres ont été arrondis à l'unité ou au demi le plus proche.

^c La balance des services inclut les exportations et les importations liées au montage de pièces importées ("maquila").

^d Les estimations préliminaires concernant les marchandises destinées à la transformation ("maquila") en 1995 donnent 1,873 milliard de dollars pour les exportations et 1,539 milliard de dollars pour les importations.

^e Y compris les intérêts exigibles.

^f Y compris les capitaux autonomes à court et à long terme, les paiements au titre de transferts unilatéraux publics, et compte tenu des erreurs et omissions, mais non compris le financement à titre exceptionnel.

^g Les données officielles sur la balance des paiements sont actuellement présentées sous deux versions. Celle qui a été utilisée ici a été choisie pour des raisons de continuité et est considérée comme étant "en cours de révision". Les principes méthodologiques appliqués sont ceux précédemment utilisés par la Banque centrale pour ses estimations. L'autre version (où est utilisée la méthode appliquée dans la série "Argentina en crecimiento") modifie notamment le montant estimatif des intérêts échus et l'allocation des opérations de portefeuille pour tenir compte du pays de résidence des agents. À ce jour, ces modifications n'ont pas été incorporées dans la série du FMI.

^h Le solde des bénéfices et intérêts pour 1994 et 1995 inclut les intérêts payés et impayés, publics et privés, à court et à long terme.

Tableau 10

Amérique latine et Caraïbes : encours total de la dette extérieure^a

(Millions de dollars et taux de variation)

	Solde de fin d'exercice										Taux annuel de variation			
	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995 ^b	1979-1981	1982-1983	1984-1983	1994	1995 ^b	
<u>Amérique latine et Caraïbes</u>	413 446	417 936	439 775	449 090	465 991	507 373	533 436	573 690	22,9	11,3	3,8	5,1	7,5	
<u>Amérique du Sud</u>	278 511	285 523	299 511	296 904	314 340	342 056	359 409	383 295	20,9	10,6	3,9	5,1	6,6	
Argentine	58 473	63 314	60 973	63 700	65 000	74 500	82 000	84 000	41,9	12,4	5,2	10,1	2,4	
Bolivie ^c	4 043	3 492	3 768	3 582	3 784	3 777	4 216	4 425	14,3	9,4	1,7	11,6	5,0	
Bésil	113 469	115 096	123 439	123 811	135 949	145 660	148 295	169 000	14,4	10,6	4,0	11,3	14,0	
Chili	18 960	17 520	18 576	17 319	18 964	19 665	21 888	20 900	30,5	7,6	0,9	11,3	-4,5	
Colombie	17 960	17 604	17 848	17 312	16 862	18 867	21 813	23 200	28,0	16,0	4,8	15,6	6,4	
Équateur	10 581	11 322	11 856	12 271	12 212	13 630	14 589	13 910	21,0	18,3	6,3	7,0	-4,7	
Guyana	1 778	1 801	1 812	1 856	1 871	1 906	1 950	2 020	28,1	17,8	7,1	2,3	3,6	
Paraguay	2 002	2 027	1 695	1 666	1 279	1 254	1 272	1 335	12,3	24,5	-1,6	1,4	5,0	
Pérou	16 493	18 536	19 996	20 787	21 409	23 998	25 460	26 555 ^d	1,0	13,8	6,8	6,1	4,3	
Uruguay	3 166	3 245	2 933	2 437	2 426	2 395	2 741	2 750	35,9	38,5	-0,5	14,4	0,3	
Venezuela ^e	31 586	31 566	36 615	32 163	34 674	36 404	35 185	35 200	24,7	4,0	1,4	-3,3	—	
Mexique	100 900	95 100	101 900	114 900	114 000	127 600	135 500	152 700	30,2	11,9	3,1	6,2	12,7	
<u>Amérique centrale et Caraïbes</u>	34 055	37 313	38 364	37 286	37 651	37 717	38 527	37 695	18,8	15,3	4,4	2,1	-2,2	
Costa Rica	4 470	4 488	3 930	4 015	4 050	4 046	4 200	4 450	12,8	14,7	1,4	3,8	6,0	
El Salvador ^c	1 769	2 017	2 076	2 102	2 338	1 988	2 027	2 145	17,7	3,0	1,5	2,0	5,8	
Guatemala ^c	2 340	2 457	2 387	2 254	2 246	2 086	2 157	2 150	19,0	20,4	0,4	3,4	-0,3	
Haiti ^c	778	803	841	809	819	864	884	900	21,0	21,7	4,6	2,3	1,8	
Honduras	3 810	3 374	3 547	3 174	3 538	3 948	4 069	4 200	17,5	16,7	6,2	3,1	3,2	
Jamaïque	4 002	4 038	4 152	3 874	3 678	3 647	3 660	3 700	22,6	14,9	2,2	0,4	1,1	
Nicaragua ^c	7 220	9 741	10 616	10 312	10 806	10 987	11 695	10 400	27,1	21,5	11,2	6,4	-11,1	
Panama ^c	3 771	3 814	3 795	3 699	3 548	3 494	3 663	3 850	9,0	13,8	1,1	4,8	5,1	
République dominicaine	3 883	4 181	4 500	4 614	4 413	4 559	3 922	3 500	24,2	14,0	3,2	-14,0	-10,8	
Trinité-et-Tobago	2 012	2 400	2 520	2 433	2 215	2 098	2 250	2 400	29,3	16,3	4,0	7,2	6,7	

(Voir notes page suivante)

(Notes du tableau 10)

Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, sur la base de données officielles.

^a Y compris la dette contractée auprès du Fonds monétaire international.

^b Chiffres préliminaires.

^c Dette publique.

^d Le chiffre indiqué pour 1995 est une estimation réalisée à partir du chiffre de septembre. Les chiffres de toute la série tiennent compte du coût financier du service impayé de la dette publique contractée auprès du Club de Paris et de la société Japan Perú Oil Company (JAPECO).

^e Chiffres communiqués par la Banque centrale du Venezuela.

^f La dette publique n'inclut pas les investissements en titres publics réalisés par des non-résidents. Les chiffres relatifs à la dette privée de 1991 à 1993 ont été ajustés pour tenir compte du processus de privatisation et de l'élimination du système de contrôle des changes.
